



**POUR L'ÉCOLE PUBLIQUE ET LAÏQUE,  
LES SERVICES PUBLICS ET LA JUSTICE SOCIALE :  
NOUS NE CÈDERONS RIEN !**

À quelques jours des élections européennes, les prévisions, avec toutes leurs limites et leurs logiques auto-réalisatrices, laissent supposer un score, avec près de 40 % des intentions de vote pour un ensemble RN, Reconquête, voire pour partie LR et d'autres listes réactionnaires, sans précédent pour l'extrême droite nationaliste, xénophobe et raciste.

Dans un environnement international lourd de menaces, en Ukraine, comme au Moyen-Orient, en Asie du Sud-Est comme aux États-Unis, l'heure pour beaucoup semble au repli sur les identités ethniques ou religieuses, pour le plus grand bien des régimes tyranniques et maffieuses, quel qu'en soit l'habillage idéologique.

En France se confirme le constat d'un pouvoir macroniste de plus en plus ancré à droite, toujours plus obéissant aux intérêts des classes possédantes et du grand patronat, toujours plus intraitable avec les plus exploités et fragilisés.

Une politique clairement conservatrice qui, entre maintien des privilèges fiscaux et échec de la stratégie d'attractivité pour les investissements capitalistes internationaux, creuse la dette publique, privant ainsi la puissance publique de leviers d'action dans les domaines de la solidarité ou de la défense de la transition écologique, et « justifiant » de nouvelles coupes budgétaires dans les services publics qui garantissent également l'intérêt général, qu'il s'agisse de la santé ou bien sûr de l'École publique et laïque.

Ainsi, une nouvelle fois, dans un acharnement dénoncé par l'ensemble des syndicats voire du patronat, le pouvoir macroniste s'apprête à rogner les droits des salarié·es en recherche d'emploi, alimentant la précarité de centaines de milliers de femmes et d'hommes, mais aussi l'idée scandaleuse selon laquelle la protection sociale relèverait d'une logique d'assistanat. Sans doute faudrait-il remonter au XIX<sup>e</sup> siècle pour trouver un pouvoir autant détaché de la réalité sociale, autant imbibé de mépris de classe et producteur de dureté à vivre et d'inégalités.

Comment dès lors s'étonner que bien loin de combattre l'extrême droite autrement qu'en belles paroles, ce pouvoir alimente le désespoir dont se nourrit, au-delà de la progression, bien réelle, des idées racistes et xénophobes, le vote d'extrême droite ?

Certes l'extrême droite dispose maintenant, avec la complaisance d'une majorité et d'un gouvernement qui s'en proclament pourtant les adversaires, de médias de masse relayant la haine de l'étranger·e, de l'immigrant·e, surtout lorsque ces étranger·es ne viennent pas d'Europe, ou sont de culture musulmane.

Mais sauf à s'y résigner, sauf à considérer le combat culturel comme perdu, à accepter l'idée que le nationalisme soit désormais l'horizon premier des salarié·es, faute d'envisager un avenir commun meilleur, le syndicalisme que nous portons ne saurait baisser les bras, et abandonner le pays à des forces qui ne se sont jamais appuyées sur le peuple que pour le priver de parole, sur les travailleurs et travailleuses que pour les priver de droits, sur les plus fragilisés que pour mieux les trahir au service des puissants.

Il n'en reste pas moins que les classes populaires restent en attente d'une toute autre espérance, solidaire, unifiante et porteuse de confiance, donc de mobilisations, ensemble.

Ce devrait être la mission pour partie de la gauche partisane. Hélas celle-ci, *a fortiori* dans un climat pré-électoral, persiste dans la division et les querelles intestines stériles, querelles que le syndicalisme doit, à tout le moins la FSU, tenir soigneusement éloignée de ses débats internes. Les salarié·es auront tout intérêt, le moment venu, à l'unité de toute la gauche pour en finir avec les politiques libérales de souffrance sociale imposées depuis tant d'années, et mettre en échec la perspective d'arrivée au pouvoir de forces anti-démocratiques. Mais le syndicalisme ne peut mener à la place de cette gauche les débats nécessaires pour surmonter les clivages et proposer une alternative rassembleuse et progressiste à la population et d'abord au monde du travail.

Le syndicalisme doit faire sa part, proposer des avancées en termes de politique fiscale, de droits des travailleurs et travailleuses dans l'entreprise, le service public et la fonction publique, porter des exigences salariales, d'égalité professionnelles entre les femmes et les hommes, de réduction de temps et de vie passée au travail par l'abolition des dernières contre réformes, à commencer par celle des retraites ou de l'assurance chômage, et bien d'autres chantiers à rouvrir.

Un syndicalisme certes trop divisé, trop éclaté donc trop faible, en dépit de puissantes manifestations qui, régulièrement, démentent la vulgate selon laquelle le salariat ne se reconnaît plus dans les organisations.

Pour UA FSU, avec les adhérent·es, sans lequel·les rien n'est possible, le débat reste à mener, sereinement, des conditions d'un rassemblement le plus étroit du syndicalisme, et d'abord avec la CGT et Solidaires, sans exclusive.

Doit-il aller par ailleurs plus loin dans la coopération avec le politique ? Le débat viendra en son temps, sans doute, mais pour UA FSU une chose est sûre : par connaissance du passé et conscience du présent, il est hors de question de revenir sur notre indépendance syndicale, au profit de quelque formation partisane que cela soit.

Car notre première priorité est ailleurs, voulue comme telle par les salarié·es qui se reconnaissent dans notre syndicalisme : lutter contre les réformes libérales présentes et à venir, notamment la destruction programmée, dans le projet Guérini, des garanties statutaires arrachées au fil des décennies par les fonctionnaires et qui assurent aux usager·es un service de qualité, pour toutes et tous, exempt des pressions politiques ou économiques locales comme nationales.

Elle est, après le 25 mai, dans le sillage des luttes opiniâtres menées par les équipes éducatives et les parents, notamment dans l'académie de Créteil, dans l'exigence de moyens en postes pour permettre à l'Ecole publique et laïque de donner à toutes et tous l'accès à l'éducation donc à l'émancipation par le savoir et la formation.

Dans l'opposition à la mise en place du choc des savoirs et par conséquent du tri, évidemment social, des élèves, au prétexte hypocrite d'une adaptation à leurs prétendus besoins.

Pour UA, la FSU ne doit pas céder et ne cèdera pas, car c'est bien de l'idéal d'une École plus démocratique et émancipatrice qu'il s'agit.

Ainsi, c'est bien en restant au plus près des agent·es, des salarié·e, en activité ou en retraite, en favorisant leurs analyses et leurs mobilisations, en recherchant toujours l'unité syndicale la plus large, que le syndicalisme continuera de jouer son rôle.